



Mapping de l'engagement de la diaspora RÉPUBLIQUE DU CONGO

Faits et chiffres

Terminologie : La République du Congo appelle sa diaspora “*Congolais de l'extérieur*”, mais utilise également le terme de diaspora dans certains contextes.

Droits politiques



Double nationalité¹



Droit de vote aux élections nationales pour les citoyens résidant à l'étranger²



Vote depuis l'étranger³



Transferts



% des transferts de fonds dans le produit intérieur brut total : **0.29%**

Transferts de fonds (en millions de dollars US) : **43.96**

Avertissement

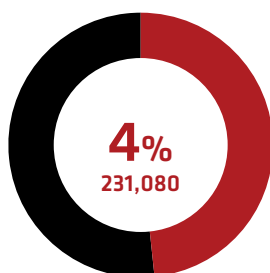
Étant donné que les définitions de la diaspora varient considérablement, nous avons choisi d'utiliser des données comparables sur l'émigration comme indicateur. Ces données n'incluent pas tous ceux qui se considèrent comme faisant partie de la diaspora et ne sont pas nécessairement alignées avec les définitions nationales de la diaspora. Les données sur l'émigration proviennent de l'UNDESA (2024) et les envois de fonds de la Banque mondiale (2023).

Émigration

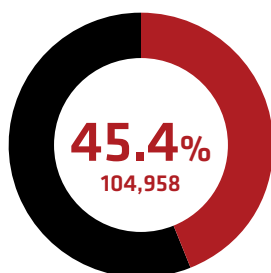
% d'émigrants dans la population totale



Nombre d'émigrants dans l'UE



♂ 48.4%
♀ 51.6%



♂ 44%
♀ 56%

Principaux pays de destination



France	94,890
Afrique du Sud	29,093
Tanzanie	24,189
Gabon	17,698
Mali	13,869

¹ Loi n° 35-1961 du 20 juin 1961 portant le Code de la nationalité congolaise sets out citizenship of the Republic of Congo, which does not permit dual citizenship. Full text available at: <https://www.refworld.org/docid/3ae6b4db4.html>

² Loi n°9-2001 du 10 décembre 2001 portant loi électorale sets out that any Congolese citizen abroad may vote in elections if they are registered on the electoral register. French text available at : <https://economie.gouv.cg/sites/default/files/Documentation/Lois/2001/n%C2%AF9-2001%20du%2010%20d%C3%87cembre%202001.PDF>

³ Ibid.

Aperçu du cadre politique et législatif



Le gouvernement de la République du Congo manque d'informations officielles sur les cadres de sa politique migratoire.

2012 ● **Le document stratégique de réduction de la pauvreté 2012 (DISCERP 2012-2016)**⁴ définit une série de domaines qui sont pertinents pour l'engagement de la diaspora. Ces domaines comprennent la restructuration des missions diplomatiques pour attirer les investissements étrangers directs, ainsi qu'un assouplissement des contraintes juridiques et fiscales au profit de la diaspora pour encourager sa participation active au développement du pays⁵.

Le plan indique en outre qu'une approche globale doit inclure l'intégration de la migration dans les cadres et les stratégies de développement contre la pauvreté, et l'implication de la diaspora et des réseaux transnationaux dans les stratégies de développement. Il reconnaît également la nécessité d'améliorer la gestion des transferts de fonds, ainsi que des programmes d'assistance complets et ciblés pour une migration axée sur le travail, facilitant le retour et la réintégration des migrants. La manière dont ces intentions politiques ont été traduites en cadres politiques formels de migration et de développement reste floue.⁶

2022
▼
2026 ● **Le nouveau plan national de développement (PND)** repose sur six piliers qui constituent des activités génératrices de croissance : l'agriculture au sens large, l'industrie, les zones économiques spéciales, le tourisme, l'économie numérique et l'immobilier. Si la diaspora n'est pas spécifiquement mentionnée, les domaines d'intervention sont en phase avec les intérêts de la diaspora, en particulier le tourisme et l'immobilier.⁷

» Tendances

Les relations entre le gouvernement et sa diaspora sont très tendues et caractérisées par une profonde méfiance. Cela a contribué à la lenteur du développement et de la mise en œuvre de politiques et de programmes d'engagement de la diaspora.

En 2013, la Banque africaine de développement a chargé un consultant d'élaborer une stratégie de mobilisation de la diaspora.⁸ En 2014, l'OIM a aidé la République du Congo à élaborer une stratégie de mobilisation de la diaspora,⁹ et des membres de la diaspora congolaise ont été consultés à ce sujet.¹⁰ Toutefois, l'instabilité politique du pays, et en particulier le référendum constitutionnel et les élections de 2016, ont entravé les progrès du gouvernement congolais en matière d'engagement de la diaspora.

Le gouvernement congolais souhaite renforcer le potentiel de transfert de compétences de la diaspora pour soutenir le développement du pays. La lutte contre la "fuite des cerveaux" a été au centre des tentatives d'engagement de la diaspora. À cette fin, en octobre 2018, le gouvernement congolais a envoyé une délégation du Département des Congolais à l'étranger (DCE) en mission d'information auprès du *Conseil de la communauté marocaine à l'étranger* (CCME) à Rabat, au Maroc. L'objectif de cette mission était de "bénéficier de l'expérience et de l'expertise marocaines dans le domaine de la migration, notamment dans son aspect

4 Texte intégral disponible à l'adresse suivante : <https://www.greengrowthknowledge.org/sites/default/files/downloads/policy-data-base/CONGO%29%202009-2016%20National%20Development%20Plan.pdf>

5 Ibid.

6 Ibid.

7 <https://gouvernement.cg/wp-content/uploads/2022/07/CSD-PND-2022-2026.pdf>

8 <https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Procurement/Project-related-Procurement/Congo%20-%20Elaboration%20de%20la%20strat%C3%A9gie%20de%20mobilisation%20de%20la%20diaspora%20pour%20la%20reconstruction%20et%20le%20d%C3%A9veloppement%20du%20Congo%20-%20Contract%20Award.pdf>

9 <http://www.adiac-congo.com/content/cooperation-loim-renforce-les-capacites-du-gouvernement-congolais-dans-les-strategies-de>

10 <https://www.ccme.org.ma/fr/activites/54017>

organisationnel”, a déclaré S.E. M. Jean Philippe Ngakosso, précisant que le DCE nouvellement créé avait besoin du soutien d'un pays comme le Maroc “qui a fait un long chemin dans ce domaine.”¹¹ Ces explorations s'appuient sur les objectifs politiques énoncés dans le document de stratégie pour la croissance, l'emploi et la réduction de la pauvreté (DSCERP 2012-2016), qui vise à faciliter la migration de retour et l'engagement effectif de la diaspora pour le développement du pays.

Création d'un département dédié aux Congolais de l'étranger: Au sein du ministère des Affaires étrangères, un département a été créé pour s'occuper spécifiquement des affaires des citoyens congolais vivant à l'étranger. Cette initiative vise à renforcer les liens entre le gouvernement et les communautés de la diaspora. Un bureau de liaison a été ouvert à l'ambassade du Congo en France en janvier 2024, servant d'intermédiaire entre les Congolais à la recherche d'emploi à l'étranger et les employeurs établis au Congo.¹²

Les acteurs clés et les passionnés du numérique au Congo se sont réunis en mars 2018 à Brazzaville pour valider le document de stratégie nationale pour le développement de l'économie numérique de la République du Congo. Cette stratégie a été élaborée dans le but d'inclure la diaspora dans le secteur des TIC afin de contribuer à la diversification de l'économie congolaise. Le ministère des postes, des télécommunications et de l'économie numérique a fait des économies en optant pour une approche participative qui a permis non seulement de développer les compétences locales, mais aussi d'impliquer la diaspora congolaise dans le processus d'élaboration de cette stratégie.

Obstacles



- **Manque de confiance** : Le plus grand obstacle à l'engagement de la diaspora est probablement le manque de confiance entre le gouvernement et sa diaspora. Le gouvernement a considéré la diaspora comme une menace pour sa stabilité politique, alors que la diaspora se méfie des actions du gouvernement.
- **Cadres politiques et institutionnels** : La République du Congo a été lente à mettre en place ses cadres politiques et institutionnels en matière d'engagement de la diaspora ; il n'y a toujours pas de politique convenue sur les diasporas, et bien qu'il y ait quelques initiatives, elles risquent d'être fragmentaires et inefficaces. L'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes d'engagement de la diaspora sont en outre entravées par de profondes divisions au sein de la diaspora, qui est largement perçue comme étant résolument opposée au gouvernement de Brazzaville.¹³
- **L'accent est mis sur la gestion des frontières** : La République du Congo a été touchée par des conflits et une instabilité régionale et a dû gérer un nombre important de migrants et de réfugiés des pays voisins tout en cherchant à endiguer l'émigration et la fuite des cerveaux de ses propres citoyens. En conséquence, le gouvernement a eu tendance à se concentrer sur la gestion de ses frontières plutôt que sur la migration et le développement.
- **Transferts de fonds limités et informels** : La majorité des transferts de fonds sont envoyés par des voies de transfert informelles, ce qui rend leur valeur difficile à quantifier. En outre, ces envois de fonds tendent à être de petits montants destinés à subvenir aux besoins fondamentaux des membres de la famille, plutôt qu'à des investissements commerciaux ou à des projets de développement.¹⁴

11 <https://www.ccme.org.ma/fr/activites/54017>

12 https://www.ungeneva.org/en/news-media/meeting-summary/2024/06/committee-protection-rights-all-migrant-workers-and-members?utm_source=chatgpt.com

13 <https://blogs.mediapart.fr/jecmaus/blog/110418/congo-la-strategie-suicidaire-dune-diaspora-en-manque-dunite> ; see also L., F. Guibert, T. Jaulin, S. Mesplé-Somps (eds) (2018) Migrants, acteurs des changements politiques en Afrique?, Deboeck supérieur

14 <https://www.tralac.org/news/article/13218-understanding-global-remittances-corridors-in-the-democratic-republic-of-congo-drc.html>

SPOTLIGHT: pratiques efficaces

Explorez plus de 400 pratiques par pays,
ODD ou secteur d'engagement dans la
[base de données interactive](#) !



MIDA Congo-Brazzaville

L'objectif principal du programme "Migration pour le développement en Afrique" était de renforcer la capacité du gouvernement de la République du Congo à mobiliser les compétences de la diaspora congolaise pour une contribution bénéfique au développement du pays. Le MIDA visait à répondre aux défis de la pénurie de ressources humaines auxquels le Congo-Brazzaville est confronté dans deux secteurs prioritaires : la santé et l'enseignement supérieur.

Afin d'atteindre cet objectif, l'OIM a entrepris deux processus parallèles :

- Le renforcement des capacités du gouvernement dans la mobilisation et la gestion de la diaspora congolaise à travers sa *Cellule de Mobilisation de la Diaspora* basée au Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération Internationale et des Congolais de l'Etranger.
- Mise en œuvre d'une mobilisation efficace de la diaspora congolaise en France, en étroite collaboration avec le Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations (FORIM), pour contribuer au développement des secteurs de la santé et de l'enseignement supérieur au Congo-Brazzaville.

Plateforme DiasporaEngager

Cette plateforme mondiale en ligne vise à connecter les membres de la diaspora congolaise et à les encourager à contribuer au développement de leur pays d'origine. Elle propose des services tels qu'un annuaire de la diaspora, une base de données de compétences et facilite le réseautage entre les professionnels.

SANTÉ +
ÉDUCATION

EMPLOI, TRANSFERT DE
COMPÉTENCES, RÉSEAUTAGE

Annexe : Liste des acteurs

Explorez l'institutionnalisation de
l'engagement des diasporas à travers le monde
grâce à la [typologie de plus de 430 institutions](#)



Institutions liées à la diaspora

- **Au niveau régional**

Direction des citoyens de l'Union africaine et de la diaspora (AU CIDO)

La République du Congo est membre de l'Union africaine et désigne un point focal de la diaspora pour participer aux réunions continentales de l'UA-CIDO.

Commission économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)

La République du Congo est membre de la Commission économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)

- **Institutions nationales**

- Au niveau ministériel

Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et des Congolais de l'étranger

Le ministre des affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger met en œuvre les politiques dans les domaines des affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger, avec des objectifs clés relatifs à la promotion des intérêts des Congolais de l'étranger et à la gestion de la migration de la main-d'œuvre.

Un ministère des Congolais de l'étranger a été créé en 2010. Il a été absorbé par le ministère des affaires étrangères, de la coopération internationale et des Congolais de l'étranger en 2014.

- Au niveau sous-ministériel

Département des Congolais de l'étranger

Le *Département des Congolais de l'Étranger* (DCE) a été créé en 2011 et est dirigé par un secrétaire général adjoint, qui a le rang et les prérogatives d'un ambassadeur non résident. Le mandat du DCE comprend l'amélioration de la collecte de données relatives aux compétences et à la localisation des ressortissants congolais vivant à l'étranger, ainsi que l'identification des associations et organisations de Congolais de l'étranger. Elle est également chargée de proposer des stratégies pour encourager les Congolais de l'étranger à s'impliquer dans le processus de développement national.

Le Conseil supérieur des Congolais de l'étranger (HCRCE) 2019

Le HCRCE est l'interface entre la diaspora congolaise et le Gouvernement sur toutes les questions d'intérêt commun. Cette plateforme sera également chargée de suivre et de coordonner les actions de développement de la diaspora congolaise. L'objectif de cet organe est également d'introduire ce projet phare de la feuille de route au sein du gouvernement pour les Congolais de l'étranger. Elle vise à créer un cadre pour mieux régir les relations entre le Congo et sa diaspora.

Organisations de la diaspora en Europe

Association Développement Relations Nord-Sud (ADRNS)

France

Pour en savoir plus sur les organisations de diaspora, consultez le « [Qu'est-ce qu'une organisation de la diaspora ? Un guide de référence](#) »



☑ Activités de développement

L'ADRNS vise à encourager et à soutenir les organisations, publiques et privées, françaises, africaines et étrangères ainsi que les particuliers dans la mise en place, le développement, la production, le suivi et l'évaluation de projets et programmes touchant à l'économie verte, à l'agriculture écologique, à l'économie circulaire, à l'économie de la connaissance et aux hommes et femmes de la diaspora.

Coordination d'appui aux projets de solidarité internationale pour le Congo (CAPCOS) France

☑ Activités de développement

CAPCOS est une association basée à Paris qui regroupe plus de 25 associations et organisations françaises de solidarité internationale de migrants du Congo Brazzaville ainsi que des individus contribuant à des actions de soutien aux populations du Congo Brazzaville. CAPCOS offre une plateforme de mise en commun des ressources et des compétences entre les organisations membres et travaille à créer des synergies entre les organisations membres afin de renforcer un réseau d'expertise, de compétences et de savoir-faire dans le développement et la mise en œuvre de projets de solidarité internationale.

Collectif des Forces Vives de la Diaspora France 2022

☑ Activités d'intégration

Ses missions sont la sensibilisation, les actions communautaires et l'engagement citoyen.

Diaspora Congo Brazzaville (DCB) France

☑ Activités de développement

La DCB est une association à but non lucratif, politiquement neutre, qui souhaite fédérer les Congolais de l'étranger, où qu'ils soient, dans une dynamique qui transcende tous les clivages (régionaux, politiques, confessionnels, sociaux...) dans le but de valoriser et d'optimiser le capital représenté par les Congolais de l'étranger comme levier de solidarité et de développement.

La DCB a mis en place un programme de développement des exploitations agro-pastorales familiales. Le projet vise à sensibiliser le public au travail des petits agriculteurs, qui manque de reconnaissance, ainsi qu'à¹⁵ réduire la pauvreté dans les zones rurales, en proposant des activités durables pour le développement de la production agricole familiale axée principalement sur l'élevage, la pêche et l'agriculture. Avant le lancement du projet, des membres de la diaspora congolaise ont rencontré le ministre de l'agriculture et de l'élevage, Rigobert Maboundou, pour lui présenter le projet et obtenir le soutien du gouvernement dans sa mise en œuvre.¹⁶

¹⁵ <http://adiac-congo.com/content/un-programme-en-faveur-de-lagriculture-familiale-29186>

¹⁶ <http://www.adiac-congo.com/content/agriculture-familiale-la-diaspora-congolaise-envisage-daccompagner-les-groupements-locaux>

PRATIC (Promotion et réflexion, autour des technologies de l'information et de la communication)

France 2008

☑ Activités de développement

L'association a été créée à Paris avec l'ambition d'établir une réflexion globale autour des TIC entre experts, professionnels, étudiants et utilisateurs des TIC au Congo afin de recueillir des propositions concrètes et d'apporter des solutions applicables pour le développement des TIC de la part des différents acteurs (État et société civile).¹⁷ L'association PRATIC a organisé plusieurs colloques et "journées de réflexion" en France et au Congo sur l'économie numérique et son potentiel.¹⁸

Réseau International des Congolais de l'Extérieur (RICE) France**☑ Activités de développement**

La mission du RICE est de rassembler les Congolais d'origine ou de nationalité autour du développement du Congo et de coordonner leurs activités associatives à travers le monde. Le RICE est fortement orienté vers la promotion et le développement de l'entrepreneuriat au Congo et rassemble la diaspora dans toute sa diversité et ses compétences.

17 <http://www.forums.congopage.com/Nouvelles-technologies-de-la>

18 <https://journals.openedition.org/rfsic/6489>

Rédigé par : **AFFORD**

Edité par : **EUDiF**

Avril 2020

Mis à jour en novembre 2025



Mis en oeuvre par



Financé par
l'Union européenne

